

Le Pacte civique

Dossier de presse

Les Journées de lancement	p. : 2
Un Collectif	p. : 3
Un appel à inventer un futur désirable par tous	p. : 4
Une approche nouvelle du changement	p. : 5
Des ateliers	p. : 6
Des engagements	p. : 7
Notre calendrier	p. : 10
Plateforme : face à la crise penser, agir, vivre autrement en démocratie	p. : 11
Bulletin d'adhésion personnel	p. : 14
Bulletin d'adhésion organisation	p. : 15

Les Journées de lancement

14 et 15 mai 2011 - Palais des Congrès d'Issy-les-Moulineaux

Il est temps de réagir aux crises, aux dérives et aux fractures dont souffrent notre société et notre démocratie. C'est pourquoi, une quinzaine d'organisations de la société civile et des responsables associatifs ont adopté une plateforme commune et proposé un Pacte civique pour renouveler le vivre-ensemble et rénover la qualité démocratique.

Samedi 14 mai 2011

08h45-09h30 : Accueil

09h30-10h30 : Face aux crises et fractures démocratiques, un Pacte civique :

Geneviève Ancel (Dialogues en humanité) : soyons les changements que nous voulons
Carine Dartiguepeyrou (Club de Budapest) : révolution des consciences et nouvelles formes de management
Jean-Baptiste de Foucauld (président de Démocratie et Spiritualité) : une démarche qui se veut novatrice
Georges Hervouët (président de Poursuivre) : Citoyens, ensemble dans la cité
Jacqueline Louiche (présidente de La Vie Nouvelle) : l'éducation citoyenne tout au long de la vie
Pierre-Yves Madignier (président d' ATD Quart Monde) : l'accès de tous aux droits de tous
Jean-Louis Sanchez (Collectif Appel à la fraternité) : inventons un nouveau vivre ensemble
Jean-Pierre Worms (vice-président de la FONDA) : l'enjeu de la qualité démocratique

10h30-11h00 : Questions de la salle aux initiateurs du Pacte civique

11h00-11h30 : Pause

11h30-12h30 : Visions du Pacte civique :

Dounia Bouzar (anthropologue spécialiste de l'islam)
Jean-Paul Delevoye (président du Conseil économique, social et environnemental) en vidéo
Jacques Delors (ancien président de la Commission européenne)
Marcel Grignard (secrétaire général adjoint de la CFDT)
Maria Nowak (présidente de l'Association pour le droit à l'initiative économique)

12h30-12h45 : Présentation des ateliers

13h00-14h30 : Pause-déjeuner

Dimanche 15 mai 2011

09h00- 9h30 Accueil

9h30-10h30 Etincelle-Théâtre "La parole pour tous les citoyens"

10h30-10h45 : Mise en valeur des interpellations des ateliers de la veille

10h45-12h00 : Réactions de personnalités politiques au Pacte civique :

Patrick Braouezec (député de Seine-Saint-Denis)
Jean-François Copé* (Secrétaire général de l'UMP)
Cécile Duflot* (Secrétaire nationale d'Europe Écologie – Les Verts)
Yann Wehring (porte parole du MoDem)
Un(e) représentant(e) du PS (*pressentis)

12h00-12h15 : **Patrick Viveret** (philosophe) : commentaires

12h15-13h00 : Pacte civique "et maintenant, quelle suite ?"

Un collectif

Un **Collectif d'associations** françaises s'est constitué dans un double but : analyser et agir ensemble. En effet, la société civile ne peut continuer à œuvrer de façon dispersée sans être capable d'adresser un message fort aux citoyens et aux gouvernants.

Le lancement officiel du Pacte civique les 14 et 15 mai a pour objectif de :

- faire comprendre la démarche et partager l'ambition du Pacte civique ;
- recueillir des bulletins d'adhésion, à la fois des citoyens et des acteurs publics ;
- récolter avis et commentaires sur la meilleure façon de réussir le Pacte civique afin de susciter l'adhésion du plus grand nombre ;
- préparer la suite de la démarche, jusqu'à la fin 2013 - une étape intermédiaire importante étant l'interpellation des responsables politiques avant les échéances électorales de 2012.

Des associations

Aide à toute détresse - ATD Quart-Monde
Agence pour l'éducation par le sport
Association Georges Hourdin
Club de Budapest
Collectif appel à la fraternité
Colibris
Coopaname
Coorace
Démocratie & Spiritualité
FONDA, pour la vie associative
Initiatives et Changement
La Vie Nouvelle
Poursuivre
Récit
Solidarités nouvelles face au chômage
Unis-Cité

Des personnalités

Alphandéry Claude, Labo de l'ESS
Ancel Geneviève, Dialogues en Humanité
Aurenche Guy, avocat honoraire
Bastide Jean, président de France Bénévolat
Berhault Gilles, président de l'association Communication et Information pour le développement Durable
Caillé Alain, MAUSS (Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales)
Calame Pierre
Farrell Gilda du Conseil de l'Europe (Chef de la division recherche sur la cohésion sociale et le développement)
Karli Pierre, Institut du lien social
Decrop Geneviève, pétition contre la baisse des impôts
Dubois Jean-Pierre, président de la Ligue des Droits de l'Homme
Ginisty Bernard, philosophe
Pascal Frédéric, doyen du Conseil économique, social et environnemental
Philip Thierry, Président de l'Agence pour l'éducation par le sport
Sibille Hugues, ancien délégué à l'innovation et à l'économie sociale
Viveret Patrick, Dialogues en Humanité...

Un appel à inventer un futur désirable pour tous

Nous sommes de plus en plus nombreux à être :

- **indignés** par des inégalités croissantes, la corruption et le règne de la finance,
- **conscients** des limites de la nature et de l'accumulation des désirs individuels,
- **inquiets** de la montée de la dette, du chômage, de l'exclusion, des violences,
- **choqués** par la dégradation de notre démocratie,

Et, en même temps, nous sommes de plus en plus :

- **décidés** à résister au délabrement de nos sociétés et aux démesures de la mondialisation,
- **confiants** dans les capacités de chacun à progresser et à construire ensemble,
- **déterminés** à trouver des équilibres justes en matière sociale et écologique,
- **exigeants** sur la cohérence entre ce qui est dit et ce qui est fait,
- **prêts** à nous engager et à coopérer pour mieux vivre ensemble.

Il est temps de réagir aux crises, aux dérives et aux fractures dont souffrent notre société et notre démocratie, et c'est possible comme nous le montrent les multiples initiatives en cours. C'est pourquoi plusieurs organisations de la société civile et des militants associatifs ont adopté une **plateforme commune (p. 11)** et proposé un Pacte civique pour renouveler le vivre-ensemble et rénover la qualité démocratique.

Le Pacte civique, c'est un appel à des personnes et à des organisations qui sont prêtes simultanément à se transformer et à transformer la société pour inventer un futur désirable pour tous.

Il est proposé aux personnes adhérant au Pacte civique :

- **d'adopter** un certain nombre de comportements porteurs de sens,
- **de promouvoir** la qualité de la démocratie et du vivre ensemble dans leurs divers lieux de vie et dans les organisations où s'exercent leurs différentes activités,
- **de soutenir** des réformes visant à mettre la politique et l'économie au service de la personne et à promouvoir notre ouverture sur l'Europe et le monde.

Le Pacte civique s'appuie sur une approche nouvelle du changement et une démarche commune à conduire dans la durée.

Une approche nouvelle du changement

Le pacte civique s'appuie sur des modalités de changement novatrices à articuler entre elles.

Privilégier des impératifs communs

- **être créateurs de sens**,
- **être sobres** pour économiser les ressources, vivre de façon solidaire et distinguer l'essentiel du superflu,
- **être justes** pour assurer le respect des droits fondamentaux pour tous et le partage des richesses,
- **être fraternels** pour n'oublier personne et mobiliser les capacités de tous.

Changer nos mentalités individuelles et collectives

En prenant des engagements à la fois à titre personnel, à titre d'acteur et en tant que citoyen qui constituent des leviers pour les transformations personnelles et collectives.

Interpeller les citoyens et les candidats aux élections

Il est prévu d'interpeller fin 2011 les citoyens à partir d'un texte plus concis permettant ensuite d'interpeller en premier lieu les candidats aux élections présidentielles, mais aussi éventuellement des élus et des responsables.

Organiser des groupes de travail pour le changement sur des thèmes prioritaires

Des groupes de travail préparent des fiches repère sur des thèmes prioritaires en indiquant la finalité visée, les objectifs à atteindre et les engagements à prendre.

Proposer des débats constructifs pour préparer les réformes indispensables

En soutenant la rencontre entre les forces de la société civile qui acceptent d'inscrire leur projet dans une perspective politique, les acteurs de la société politique conscients de la nécessité de changer leur rapport au pouvoir et les médias capables de sortir des logiques de communication à court terme.

Soutenir des initiatives de résistance créatrice

En appuyant diverses initiatives visant à la mise en œuvre des engagements du Pacte civique et en favorisant la coopération entre organisations*.

**Ateliers du vivre ensemble, états généraux de l'économie sociale et solidaire, organisation de débats démocratique, formations citoyennes, éducation populaire, service civique, etc.*

Des ateliers

Le collectif travaille depuis des mois, sous la forme d'**ateliers**, sur des propositions alternatives et constructives partagées et portées par l'ensemble des partenaires issus de la société civile. Ce temps de mise en commun s'accompagne d'un soutien mutuel aux initiatives propres à chaque organisation du réseau pacte civique.

Des ateliers de travail : 12 priorités pour changer de cap

- A - Être nous-même le changement que nous voulons pour la société
- B - Promouvoir une école émancipatrice au service d'un contrat social et démocratique renouvelé
- C - Progresser vers un service civique généralisé de qualité
- D - Inventer les modes d'expression, d'écoute et de prise en considération des personnes en situation d'exclusion
- E - Développer une attitude écologiquement responsable
- F - Réinventer la responsabilité sociale de l'entreprise
- G - Mettre les médias au service de la démocratie
- H - Co-construire le vivre-ensemble dans les quartiers menacés de fracture
- I - Allier le pouvoir d'agir des élus et des citoyens : la fraternité dans les territoires
- J - Exercer nos citoyennetés européennes et transnationales
- K - Construire une fiscalité juste à la hauteur des défis présents et futurs
- L - Faire de l'emploi pour tous une priorité partagée par tous

Des engagements

Nous, des associations et personnalités d'horizons divers, nous nous sommes constitués en Collectif pour agir face à des défis considérables, des menaces réelles de dislocation sociale et face au constat d'une certaine impuissance du politique.

Nous avons élaboré à partir de nos convictions et de nos expériences un certain nombre d'engagements.

Nous vous proposons d'y souscrire si vos convictions rejoignent les nôtres. En vous demandant de souscrire à ces engagements, nous ne prétendons pas traiter de tout ni nous substituer à qui que ce soit, nous cherchons seulement à construire les bases d'un "nouveau contrat social et citoyen", bases qu'il nous paraît nécessaire de partager pour amorcer une nouvelle phase de civilisation.

Ces engagements concernent chacun de vous à trois titres indissociables :

- au titre de personne soucieuse de mieux-vivre,
- au titre d'acteur engagé dans la vie économique, sociale, culturelle ou civique,
- au titre de citoyen participant à la vie politique de notre pays.

Nous imaginons bien que plusieurs de ces engagements soient éloignés de vos préoccupations, cependant, nous vous proposons, non pas de choisir les engagements qui vous concernent, mais d'adhérer à l'ensemble des engagements. Nous avons en effet la conviction que les problèmes à résoudre sont liés entre eux et ne trouveront de solutions que dans une démarche collective.

En adhérant globalement aux engagements du Pacte civique, vous signifiez trois choses :

- vous faites confiance à d'autres pour les engagements où vous n'êtes pas impliqués,
- d'autres vous font confiance dans les engagements où vous vous impliquez,
- nous avons confiance en notre capacité collective de changement.

Par ailleurs, nous avons bien conscience que nul engagement n'est parfait ni définitif. La société est complexe, l'action ne coïncide pas toujours avec les intentions, ce qui apparaît juste et nécessaire à un moment donné peut se révéler contre-productif à un autre, ces engagements peuvent évoluer. Les intentions qui les animent valent autant que les modalités de leur mise en œuvre.

Pour un futur désirable pour tous 32 engagements

Chaque personne s'engage à appliquer à sa propre vie les quatre impératifs de créativité, de sobriété, de justice et de fraternité. A cet effet :

1. Se donner régulièrement des temps de *pause* pour réfléchir au sens de son action et à l'équilibre de ses responsabilités.
2. Participer de manière constructive au *débat public* et prendre part aux votes.
3. Assumer ses obligations de *contribuable* et d'assureur/assuré social.
4. Consacrer du temps et/ou de l'argent à des *engagements d'intérêt collectif*, de solidarité ou syndicaux.
5. Aller à la rencontre de *l'autre*, quelle que soit sa différence, pour construire un vivre ensemble.
6. Reconnaître le *droit à la parole de chacun* et favoriser l'expression individuelle ou collective de ceux qui ont le plus de difficulté à s'exprimer ou à se faire comprendre.
7. Lutter contre les gaspillages et adopter des *modes de vie plus équilibrés* qui préservent la planète.

Les organisations ou membres d'organisation s'engagent à promouvoir les quatre impératifs du Pacte civique et à évaluer comment ils se concrétisent, notamment :

8. Dans *l'éducation*, promouvoir les talents et faire prévaloir la coopération ainsi que la non-violence sur la compétition.
9. Dans les *collectivités locales*, développer l'esprit de fraternité au service d'un vivre ensemble durable, sans exclusive ni exclusion.
10. Dans les *entreprises*, donner au respect des personnes une importance au moins égale au souci de rentabilité, réduire l'échelle des revenus, et renforcer la responsabilité sociale et environnementale dans le cadre d'une gouvernance élargie.
11. Dans les organisations *syndicales*, faire prévaloir l'accès de tous à un travail décent sur les revendications quantitatives ou catégorielles.
12. Dans les *associations et organismes de l'économie sociale et solidaire*, respecter les finalités, réactualiser le projet, et considérer le succès de chacun comme le succès de tous.
13. Dans les *banques et organismes financiers*, relier la prise de risque et la créativité à l'utilité économique et sociale des opérations et fixer des limites aux rémunérations.
14. Dans les *fonctions publiques et services publics*, redonner tout son sens et sa portée à la notion d'intérêt général et de service à la collectivité, pour tous les usagers sans exclusive.
15. Dans les *médias*, préserver leur autonomie et inscrire dans une charte déontologique le souci du débat démocratique et du rôle éducatif à l'égard des usagers.
16. Dans les *communautés spirituelles et courants de pensée organisés*, rechercher les valeurs communes du vivre ensemble dans le cadre de la laïcité.
17. Dans les *partis politiques*, donner la priorité aux enjeux réels sur les luttes internes et la compétition externe, et privilégier le dialogue avec les acteurs de la société civile.

Citoyens, organisations (ou membres), et responsables politiques, militent pour :

Améliorer la qualité démocratique grâce :

18. à la promotion de l'éthique de la délibération et de la décision, et leur mise en œuvre ;
19. à des innovations permettant une représentation plus équilibrée des femmes et des hommes et de toutes les populations : droit de vote aux personnes étrangères régulièrement établies, reconnaissance du vote blanc, limitation stricte des cumuls de mandats et fonctions ;
20. à la mise en place d'un meilleur contrôle citoyen sur la dépense publique ;
21. à l'affectation de crédits des politiques publiques à l'expression et à l'organisation des citoyens, notamment les demandeurs d'emploi et bénéficiaires de minimas sociaux ;
22. à la régulation étroite des activités financières pour les relier à leur fonction économique.

Renforcer les actions contre les inégalités, exclusions, discriminations et maltraitements :

23. en fixant les règles d'un contrat fiscal juste et redistributif pour faire face aux besoins collectifs, tout en prenant en compte l'environnement concurrentiel ;
24. en faisant de l'emploi de qualité pour tous, à temps choisi, une priorité nationale partagée ;
25. en évaluant puis relançant les politiques d'accès de tous aux droits de tous : alimentation, logement, énergie, santé, culture, etc. ;
26. en s'appuyant sur la participation et les capacités des habitants pour construire des nouvelles politiques de la ville et de la ruralité dans le cadre du développement des territoires.

Revivifier le " vivre ensemble ", notamment :

27. en recherchant avec les jeunes les conditions de leur pleine participation à la société ;
28. en généralisant progressivement le service civique pour qu'il s'étende peu à peu à tous les jeunes et à tous les âges ;
29. en redéfinissant les finalités et les moyens d'une éducation populaire et citoyenne tout au long de la vie.

Rendre l'Union européenne plus vivante, démocratique, sociale et plus active à l'extérieur :

30. en dotant le budget européen de ressources propres, afin de pouvoir développer les politiques communes internes et externes ;
31. en promouvant des équilibres écologiques soutenables pour préserver la planète ;
32. en intensifiant les partenariats et le co-développement avec l'Afrique et les pays du pourtour méditerranéen.

Mise en œuvre des engagements

La mise en œuvre des 32 engagements qui précèdent relève de la conscience de chacun et des orientations retenues par les organisations adhérant au Pacte civique. Toutefois, pour que les choix faits soient à la fois rigoureux et cohérents, des moyens devraient être envisagés, ils sont détaillés sur notre site Internet. Ces moyens sont souvent issus des fiches thématiques préparatoires.

Ils ne sont pas exhaustifs. Ils seront **affinés, amendés et complétés**, notamment pour tenir compte des débats et des travaux des ateliers thématiques qui se dérouleront lors des journées de lancement du pacte civique, les 14 et 15 mai 2011.

Notre calendrier

- **Depuis 2006**, un travail inter-associatif avec des porteurs d'appel et de manifeste a conduit :
 - à l'élaboration de la plateforme commune : face à la crise, penser, agir, vivre autrement en démocratie
 - à la constitution d'une organisation régulant et enrichissant la démarche (collectif, bureau, commissions, ateliers, etc.)
 - à la mise en place d'ateliers et à la rédaction de fiches repères qui ont permis de rédiger différentes versions d'engagements qui ont été proposés aux militants associés à la démarche afin qu'ils puissent les améliorer.
- **Début 2011** : poursuite de nos travaux de mise au point de la présentation du Pacte civique et ouverture d'un site Internet.
- **14/15 mai 2011** : journées de lancement du Pacte civique à Issy-les-Moulineaux pour :
 - rassembler les militants des organisations partenaires du pacte civique pour les mobiliser pour la poursuite de la démarche et pour renforcer les coopérations
 - faire connaître la démarche Pacte civique et lancer la campagne d'adhésion
 - préparer ensemble la suite de la démarche, les documents destinés au grand public et la poursuite du travail des ateliers (fiches repères à améliorer, initiatives à prendre)
- **Jusqu'à novembre 2011** : mise au point d'un document plus simple destiné au grand public et permettant d'interpeller les candidats aux élections de 2012, poursuite du travail des ateliers, coopérations pour soutenir les initiatives des partenaires, etc.
- **Fin 2011-Début 2012** : campagne d'adhésion au Pacte civique simplifié, interpellation des candidats aux élections, poursuite des autres actions.
- **Fin 2012** : 1^{ère} évaluation de l'impact du Pacte civique, des suites données aux engagements pris tant par les citoyens s'auto-évaluant que par les responsables politiques.
- **Fin 2013** : 2^{ème} évaluation pour établir un bilan de l'impact du pacte civique et de la démarche, puis de décider des suites à lui donner : fin ou transformation ou poursuite.

Face à la crise, penser, agir, vivre autrement en démocratie

La crise ouvre une nouvelle époque en France, en Europe et dans le monde. C'est une conviction autour de laquelle un collectif d'associations s'est constitué dans un double but : analyser et agir ensemble.

Ses réflexions et propositions s'articulent autour des quatre points suivants.

1 - Une crise qui vient de loin et qui ébranle nos certitudes

La force et la brutalité de la crise, évidentes pour tous, ne doivent pas nous leurrer : elle vient de loin. Elle est le résultat de tous les défis non affrontés, de tous les avertissements non entendus, de tous les déséquilibres accumulés, de toutes les démesures tolérées, donc de tous les changements qui n'ont pas été faits à temps.

Il est question de la crise ; or, elle en additionne au moins trois, ce qui explique son ampleur particulière : la crise sociale, due au chômage, à l'exclusion, à la précarité, aux inégalités extrêmes, qui sévit depuis longtemps ; la crise écologique, de mieux en mieux perçue, mais qui se développe plus vite que les moyens, insuffisants, mis en œuvre pour y parer ; la crise économique et financière enfin - qui aggrave l'ensemble - largement due à l'appétit immodéré pour l'argent et pour la rentabilité à tout prix.

Ces crises, aggravées par le laisser-faire individualiste qui les a accompagnées, sont l'expression d'une crise culturelle et morale de nos sociétés.

Face à cette situation, plusieurs approches sont proposées :

- les uns mettent l'accent sur le manque de cohérence entre nos comportements et nos idéaux et sur les changements à opérer dans la manière de produire, consommer, épargner, investir. Certains prônent ainsi un bouleversement du système économique, même s'il n'y a pas actuellement d'alternative évidente.
- d'autres mettent d'abord leur espoir dans une généralisation des multiples initiatives et expérimentations mises en œuvre, notamment dans l'économie sociale et solidaire.
- d'autres enfin insistent sur le fossé qui s'est creusé entre la représentation politique et la société.

Mais tous nous estimons qu'il faudra tenir compte de ces différentes attitudes et que les multiples déséquilibres actuels ne seront pas résolus par de simples solutions "régulationnistes". Celles-ci ne permettront pas de repartir comme avant.

Cette crise nous conduit à revisiter nos certitudes à travers une triple prise de conscience :

- **conscience des limites de la nature** : on ne peut prélever indéfiniment des ressources finies,
- **conscience des limites de l'intérêt personnel**, mis en compétition avec celui d'autrui : les intérêts égoïstes sont sources d'inégalité et leur somme ne garantit pas l'intérêt général,
- **conscience des limites de l'accumulation des désirs** de tous ordres produits par les systèmes en place, qu'ils n'ont plus les moyens de satisfaire.

Nous sommes en présence non seulement d'une crise de confiance, mais d'une crise de foi dans l'automaticité du progrès. Nous assistons à une fin de cycle de la modernité, modernité que Max Weber avait caractérisée comme le passage d'une société cherchant dans la religion la solution à ses maux, à une société la trouvant dans l'effort productif et le progrès économique.

2 - La crise oblige à mobiliser des potentiels humains mal reconnus mais disponibles

Pour autant, il importe de ne pas se complaire dans des analyses anxiogènes de la crise et d'anticiper les risques de régression qui pourraient en résulter. La fragilisation des situations entraîne crispation sur l'avoir, repliement sur l'individualisme, aggravation des inégalités, mouvements sociaux et durcissement des mesures défensives et répressives.

Pour y parer, il faut protéger les plus faibles par un bouclier social renforcé et rétablir la confiance en s'appuyant sur ce qui constitue la colonne vertébrale de nos sociétés : l'option pour la démocratie et le respect de la personne humaine. En se souvenant que l'espérance est un principe actif et que les métamorphoses, même improbables à un moment donné, sont possibles si l'on fait confiance aux capacités créatrices de chacun.

A cet égard, le collectif associatif constate que, loin des discours catastrophistes ou démobilisateurs, beaucoup de femmes et d'hommes, à l'occasion de ces différentes crises, découvrent au fond d'eux-mêmes, chez leurs proches ou dans leur communauté d'appartenance, des ressources qu'ils ne soupçonnaient pas et qu'ils ont du mal à exprimer clairement. Qu'il s'agisse de simple "courage", d' "instinct vital" ou de "quêtes d'identité", des énergies personnelles latentes se font jour, qui prennent des formes

très différentes : conscience morale, humanisme, profondeur, intériorité, transcendance, espérance... Cette "force éthique" (qui se déprend de la fascination pour la compétition ou pour la communication) stimule les réactions face aux pires situations d'humiliation et redonne confiance aux personnes en leur rendant le sentiment de leur propre dignité, comme de l'égalité de tous les hommes. Elle constitue à nos yeux le principal ressort qui nous permettra de donner un nouvel élan à la démocratie et à la citoyenneté, et de sortir de la crise. Un "droit de cité" doit lui être reconnu dans notre espace laïc et pluraliste !

Par ailleurs, on assiste à une prolifération d'initiatives, à l'émergence de nouvelles formes de militances, à une accélération des changements de comportement et à une montée d'aspirations nouvelles, notamment dans les jeunes générations particulièrement sensibles aux injustices et contradictions découlant de nos modes de vie et de gouvernance.

- face à la crise écologique, le rapport à l'environnement, au gaspillage, au traitement des déchets, aux produits "bio" évolue ; face à la crise de l'énergie, des énergies renouvelables sont promues et des économies d'énergie recherchées ; sur le plan politique, un Pacte Écologique a conduit au Grenelle de l'environnement ;

- les personnes sont encouragées "à travailler sur elles-mêmes", à sortir de leur individualisme et de leur "quant à soi" pour fraterniser et pour innover ;
- face au chômage, de nombreuses associations de solidarité se sont créées et les principes de fonctionnement de l'économie solidaire retrouvent une nouvelle vigueur ;

- des entreprises prennent conscience de la nécessité d'élever le niveau de leur responsabilité sociale et écologique tandis que l'économie sociale et solidaire ressent la nécessité de prendre un nouvel élan ;

- des maires, avec l'appui de leurs concitoyens, développent de nouvelles formes de vivre ensemble et pratiquent une fraternité de proximité qui vise notamment à réduire les fractures sociales, territoriales et intergénérationnelles.

Quant aux artistes, non seulement ils expriment les tensions de nos sociétés, mais ils jouent aussi le rôle de médiateur de leurs changements; leur contribution ne peut être négligée en tant que facteur d'éveil, de sensibilité et de porteur d'utopie.

Plus largement, c'est un nouvel état d'esprit qui est en germe, avec la recherche non seulement de la "qualité de la vie", mais aussi de nouveaux modes de vie et de relations humaines plus vraies, y compris avec les moins chanceux ou les plus vulnérables. Ce sont autant de points d'appui pour sortir de la crise.

3 - Les forces humanistes, spirituelles et politiques doivent œuvrer ensemble pour améliorer la qualité démocratique

Beaucoup se ressource dans des courants de sagesse

ou de spiritualité qui aident les personnes et les groupes à assumer cette "vulnérabilité" aggravée par la crise et à trouver un nouveau souffle. La rationalité contemporaine ne peut pas ignorer la manière dont ces sagesse ou ces spiritualités peuvent :

- aider les personnes à se constituer et à agir,
- inciter la démocratie à "se remettre en question", à dépasser son fonctionnement procédural et administratif et à s'ouvrir à des relations davantage solidaires, responsables et créatives.

Quant aux religions, lorsqu'elles évitent les dérives sectaires et identitaires, elles peuvent constituer une force de dépassement, de modération, et de solidarité.

Cela suppose qu'elles jouent le jeu de nos démocraties pluralistes et qu'elles acceptent sans réticence le principe fondamental de la laïcité, clef de voûte d'un pluralisme où tous les courants de pensée peuvent s'exprimer et où personne n'a définitivement le dernier mot.

Les systèmes politiques ont de grandes difficultés à faire face à cette mutation vers un développement humain qui prenne en compte tout l'homme et tout homme, faute :

- d'une démocratie représentative capable de proposer des choix exigeants et motivants et de mobiliser les citoyens pour les mettre en œuvre,
- d'un débat démocratique porteur de compromis constructifs appuyés sur la recherche d'intérêts réciproques dans la durée,
- d'une démocratie de proximité liée à la participation du plus grand nombre et à la coopération entre élus, administrations et associations.

Nous sommes convaincus que la qualité morale des responsables de tous ordres, leur capacité à s'engager et à parler vrai joueront un rôle essentiel. Nous pensons aussi que la qualité du fonctionnement démocratique devra être considérablement améliorée pour répondre aux défis.

Nous estimons donc que la situation actuelle appelle des réponses transversales et transdisciplinaires ; le politique doit reprendre la main qu'il a trop abandonnée à l'économie de marché. Il faut ouvrir largement le débat sur l'essentiel, sur la civilisation que nous voulons désormais bâtir en Europe, à l'ère de la mondialisation et du monde fini.

Si l'économie, pas plus que l'argent, ne fait le bonheur - tout en pouvant y contribuer évidemment - quels sont aujourd'hui, quels seront demain, les ressorts profonds de la société, ses motifs de mobilisation, ses finalités ? Tel est le débat démocratique à ouvrir, de manière la plus large possible, à un moment où la mobilisation traditionnelle autour du pouvoir d'achat ne suffit plus.

La recherche du bonheur par l'accumulation de l'avoir a constitué l'orientation fondamentale de la modernité ; cette approche, contraire à la plupart des traditions de sagesse dont aucune ne place le bonheur et la joie de vivre dans la possession, a démontré ses limites. Il faut la repenser en

équilibrant mieux l'être et l'avoir, le mode de vie et le niveau de vie, le bien être et le mieux être, avec, par exemple, comme mot d'ordre : "Autrement, le bonheur".

Une telle approche, loin d'oublier les tragédies du monde ou la réalité de la mort, propose au contraire de donner à tout être humain le droit de vivre pleinement son humanité au lieu de borner son horizon à assurer au mieux sa survie biologique. Elle s'assure de la réalisation concrète de la démocratie et de son principe essentiel :

"Le respect de l'égalité de dignité de chaque homme, mesuré à l'aune du sort réservé aux plus faibles".

La crise est en tout cas un appel à penser, agir et vivre autrement. Tirons en les conséquences en engageant une nouvelle démarche, un processus constructif, qui permette de construire cet appel et de préparer la multiplication de véritables expériences démocratiques du vivre ensemble.

4 - Un Pacte civique pour élargir le débat et rassembler les énergies

Retrouver le sens des limites et du possible, articuler liberté individuelle et responsabilité collective, réintroduire du lien entre générations, entre couches sociales et entre institutions et citoyens, focaliser l'attention sur tous ceux qui sont victimes des crises, repenser les rapports entre cultures, lier transformation personnelle et transformation sociale, voici des objectifs à approfondir au regard des trois impératifs suivants :

- impératif de créativité, dont le champ devra s'élargir et porter davantage sur l'écologie, la coopération, les relations interpersonnelles et spirituelles, en un mot à tout ce qui donne sens ;
- impératif de sobriété, de distinction entre l'essentiel et le superflu, qui va s'imposer sous de multiples formes, avec le risque de dégénérer en austérité imposée aux plus fragiles, s'il n'est pas appliqué en proportion des possibilités de chacun ;
- impératif de justice qui devra conduire à inventer de nouvelles formes de redistribution pour que le principe d'égalité de dignité soit effectivement mis en pratique dans un contexte où on ne peut plus compter sur une augmentation rapide des richesses ;

Conscients de toutes ces transformations de la société qui se cherchent, les associations signataires appellent à ouvrir un espace civique où serait débattue la nature de la société française dans laquelle nous voulons vivre et que nous voulons laisser aux générations futures. Cela passe par de nouveaux modes et critères de développement et de nouvelles priorités politiques et institutionnelles, mais aussi par

une solidarité en actes à l'égard des plus démunis, par un redéploiement et une modération de nos modes de consommation, par une stimulation de nos capacités relationnelles et de nos sources culturelles, par une prise en compte de notre vulnérabilité comme de notre responsabilité à l'égard de la société, de la planète et des générations futures. Cela implique de prendre en compte les dimensions européennes et mondiales de la préparation de notre avenir commun.

Les présents signataires ne sous-estiment pas les difficultés et obstacles que cette mutation va rencontrer et les risques qui en découlent : risques immédiats d'accroissement des inégalités et de l'exclusion, risque de conflictualité généralisée faute d'obtenir un accord suffisant sur les efforts à faire, risque enfin que les impératifs écologiques servent de prétexte à un renforcement des attitudes autoritaires et sécuritaires.

Seule une amélioration de la qualité de fonctionnement de notre démocratie permettra de faire face à ces risques, qu'il s'agisse de l'engagement responsable des citoyens, du fonctionnement de nos institutions, des comportements du personnel politique ou des pratiques des médias. C'est pourquoi, dans un esprit de réciprocité, symétriquement aux engagements que nous proposerons et prendrons, nous interpellons les principaux leaders politiques et les grands médias en leur proposant d'adhérer à des chartes de qualité démocratique et à faire preuve de plus d'écoute, de plus d'esprit de service et de plus de capacité de vision.

Pour aider à rendre visibles les initiatives en cours et à les fédérer autour d'engagements, à la fois individuels et collectifs, nous proposons d'initier en France un "Pacte Civique". Ce Pacte serait proposé à la signature de tous ceux, individus et collectivités, qui s'engageraient :

- à adopter un certain nombre de comportements personnels autour notamment de la notion de sobriété créative et solidaire ;
- à militer pour un ré-outillage démocratique de nos diverses organisations autour notamment de la promotion de l'éthique du débat, de la reconnaissance de la diversité, du principe de responsabilité et de la coopération entre acteurs ;
- à soutenir des orientations politiques qui promeuvent la qualité démocratique et visent à remettre l'économie et la culture au service de l'homme et non l'inverse et qui, à cet effet, réduisent les inégalités par une redistribution des richesses et donnent aux plus démunis et à ceux qui sont ou se sentent marginalisés la possibilité de participer effectivement à la construction et à l'évaluation des politiques qui nous concernent tous.

Bulletin d'adhésion personnel au Pacte civique

Pour faciliter le traitement des adhésions, il est demandé d'utiliser de préférence le bulletin en ligne qui sera accessible dès le 11 mai sur le site www.pacte-civique.org
Il est toutefois possible, le cas échéant, de compléter cette feuille et l'envoyer à Collectif Pacte civique - chez Démocratie& Spiritualité - 21 rue des Malmaisons - 75013 Paris

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

E-mail :

Tél.:

A titre facultatif

Age :

Activité professionnelle :

Activité associative, militante :

Par cette adhésion je m'engage personnellement à mettre en œuvre et promouvoir globalement les engagements du Pacte civique.

Plus précisément et compte tenu de mes intérêts je mettrai particulièrement en œuvre et promouvoir les engagements suivants (inscrire le(s) numéro(s)) :

.....

.....

Je formule un commentaire ou une réserve sur tel ou tel engagement (inscrire le(s) numéro(s)) :

.....

.....

	Oui	Non
J'accepte que mon nom figure sur des listes de soutien au Pacte civique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Je suis prêt à participer à des groupes de réflexion et/ou de mise en œuvre des engagements du Pacte civique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--	--------------------------	--------------------------

Date et signature

Bulletin d'adhésion au Pacte civique des organisations

Pour faciliter le traitement des adhésions, il est demandé d'utiliser de préférence le bulletin en ligne qui sera accessible dès le 11 mai sur le site www.pacte-civique.org
Il est toutefois possible, le cas échéant, de compléter cette feuille et l'envoyer à Collectif Pacte civique - chez Démocratie& Spiritualité - 21 rue des Malmaisons - 75013 Paris

Nom de l'organisation :

Statut :

Adresse :

Personne signataire de la présente adhésion

Nom et prénom :

Qualité :

E-mail :

Tél.:

Par cette adhésion, j'engage collectivement mon organisation à respecter et promouvoir globalement les engagements du Pacte civique.

A cet effet, j'informerai les membres de mon organisation de l'adhésion de celle-ci et leur proposerai d'adhérer individuellement aux engagements du pacte civique.

Plus précisément et compte tenu des objectifs de mon organisation, je soutiendrai et promouvrai plus particulièrement les engagements suivants (inscrire le(s) numéro(s)) :

.....
.....

Le cas échéant, mon organisation formule un commentaire ou émet une réserve sur tel ou tel engagement (inscrire le(s) numéro(s)) :

.....
.....

Date et signature